

ECLPN_162

**Transport de colis sous régime douanier temporaire au profit
de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale****Spécifications administratives et techniques****Sommaire**

Article 1: Objet du marché public.....	1
Article 2: Décomposition.....	2
Article 3: Durée et étendue.....	2
Article 4: Documents contractuels.....	3
Article 5: Conditions générales d'exécution.....	3
Article 6: Prix.....	5
Article 7: Commandes.....	7
Article 8: Délais d'exécution des prestations.....	7
Article 9: Pénalités.....	8
Article 10: Règlement financier.....	9
Article 11: Litiges.....	10
Article 12: Résiliation.....	12
Article 13: Dérogation aux documents généraux.....	12
Article 14: Description des prestations attendues.....	13
Article 15: Modalités d'exécution.....	14
Article 16: Livraison.....	17
Article 17: Traçabilité.....	18
Article 18: Gestion des incidents.....	18

Clauses administratives**Article 1: Objet du marché public**

Le présent marché public a pour objet l'organisation et la gestion complète de l'import / export essentiellement par fret aérien des appareils de mesure comprenant la collecte, l'acheminement et la livraison aller / retour entre le Magasin Central de la Police Nationale (MCPN) de LIMOGES (87) ou son antenne sise au CHESNAY (78) et un service de la police nationale de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

L'accord-cadre est passé par procédure adaptée en application de l'article R. 2123-4 du Code de la commande publique dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de liberté d'accès et de transparence des procédures.

Il répond également aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) du 30 mars 2021.

Article 2: Décomposition

L'accord-cadre est décomposé en 3 lots :

N° de lot	Intitulé
1	collecte, acheminement et livraison depuis et vers la France métropolitaine et un service de la police nationale de la Guadeloupe, la Guyane française et la Martinique
2	collecte, acheminement et livraison depuis et vers la France métropolitaine et un service de la police nationale de l'Île de la Réunion et Mayotte
3	collecte, acheminement et livraison depuis et vers la France métropolitaine et un service de la police nationale de la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française

À chaque lot correspond un accord-cadre à bons de commande, en application des articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 2°, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Un même fournisseur ou un même groupement de fournisseurs peut être attributaire d'un seul ou de plusieurs lots. Chaque lot est mono-attributaire.

Article 3: Durée et étendue

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement par période de douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire du lot via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Pour toute leur durée d'exécution, chaque lot est passé sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué ci-dessous :

N° de lot	Intitulés	Montants indicatifs annuels en € hors TVA	Montants en € hors TVA plafonnés pour la durée du marché à
1	collecte, acheminement et livraison depuis et vers la France métropolitaine et un service de la police nationale de la Guadeloupe, la Guyane française et la Martinique	8 000,00 €	25 000,00 €
2	collecte, acheminement et livraison depuis et vers la France métropolitaine et un service de la police nationale de l'Île de la Réunion et Mayotte	7 000,00 €	35 000,00 €
2	collecte, acheminement et livraison depuis et vers la France métropolitaine et un service de la police nationale de la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française	7 500,00 €	29 900,00 €

Article 4: Documents contractuels

Les documents contractuels régissant chacun des accords-cadres sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- les présentes spécifications administratives et techniques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font seuls foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Lors de la notification de l'accord-cadre effectuée via la plateforme dématérialisée PLACE, le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement et de son annexe de prix ainsi que des présentes spécifications administratives et techniques applicables pour l'exécution du marché.

Article 5: Conditions générales d'exécution**5.1: Échanges et correspondances**

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution de l'accord-cadre sont rédigés exclusivement en français ou, à défaut, sont accompagnés d'une traduction en français.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

5.2: Normes et réglementations

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Les prestations proposées doivent être conformes à toutes les évolutions des normes en vigueur qui interviendront durant l'exécution du présent marché. Le titulaire a également un devoir de conseil et être force de proposition en cas d'évolutions ou de changements, notamment réglementaires, durant l'exécution du marché public.

5.3: Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Il doit être en mesure de les justifier dès l'attribution de l'accord-cadre et à tout moment durant son exécution.

5.4: Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels. Il est soumis à une obligation de résultat dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire est inscrit au registre des commissionnaires de transport. Il s'engage à accomplir pour le compte de l'acheteur les actes juridiques nécessaires au déplacement des marchandises d'un lieu à un autre. Dans le respect de l'article 5.6 du cahier des charges « Clauses d'exécution environnementales », le titulaire dispose de toute latitude pour organiser librement le transport de bout en bout par les voies, moyens et intervenants de son choix sous son nom et sous sa responsabilité.

Le titulaire est responsable du mode d'acheminement des colis, celui-ci peut être effectué par tout moyen le plus rapide multimodal.

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le représentant du pouvoir adjudicateur, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

En conséquence, il lui appartient notamment :

- d'être force de conseil et d'accompagnement dans l'exécution des prestations ;
- de mettre en place les moyens et les effectifs nécessaires à la réalisation des prestations et d'en assurer la continuité sauf cas ne relevant pas de sa responsabilité (cas de force majeure ou du fait du pouvoir adjudicateur) ;
- de mettre à disposition les solutions digitales de type logiciel de gestion, support de formation le cas échéant ;
- d'assurer la qualité, la confidentialité et la sécurité des envois qui lui sont confiés.

5.5: Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations objet du présent accord-cadre, est interdite.

La présentation d'un sous-traitant doit se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance est disponible dans le dossier de consultation ou à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ou le pourcentage maximum par bon de commande, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Afin de tenir compte des pratiques dans le secteur économique des commissionnaires de transport, et conformément à l'arrêt CE n° 338780 du 23 mai 2011, les sous-traitants peuvent être rémunérés par le titulaire alors même qu'ils bénéficient du droit au paiement direct. Dans ce cas cette disposition figure dans la déclaration de sous-traitance sans qu'elle puisse s'opposer au paiement direct du sous-traitant. La rémunération du sous-traitant par le titulaire libère la dette du représentant du pouvoir adjudicateur à due concurrence.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

5.6: Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

En amont de chaque opération, le titulaire est force de proposition pour améliorer la performance environnementale des prestations en fonction des moyens à mobiliser. Il propose au représentant du pouvoir adjudicateur un procédé ou une solution variante vers une exécution des prestations plus respectueuse de l'environnement.

Au-delà des dispositions réglementaires, le titulaire veille à limiter et à faire limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des marchandises. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 6: Prix

6.1: Généralités

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont définitifs et sont ceux qui figurent au bordereau des prix unitaires.

Ces prix initiaux s'expriment hors TVA et sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'appliquent les clauses de révision définies à l'article 6.5 du présent cahier des charges.

6.2: Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires, fixés dans les bordereaux des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

6.3: Contenu des prix

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant au bordereau des prix unitaires. Lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations ainsi qu'à l'exécution et au suivi de l'accord-cadre.

Le prix des prestations couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes (frais relatifs à l'assurance, frais de douane, charge carburant et contrôles liés à la sécurité de l'envoi) ;
- toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, à l'exception de la charge carburant et des frais relatifs au transport international ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

6.4: Révision de prix

6.4.1: Établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de dépôt de l'offre.

6.4.2: Modalités de révision des prix

Selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix initiaux sont annuellement révisibles à chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre sur demande du titulaire par application de la formule suivante :

$$P_{\text{révisé}} = P_0 * (I_{\text{révisé}} / I_0)$$

dans laquelle :

- P_0 qui est le prix déposé au titre de l'offre,
- I_0 est le dernier indice connu à la date de remise de l'offre (*Donnée révisée*) ;
- $I_{\text{révisé}}$ est l'indice connu le plus récent à la date de la révision (*Donnée révisée*).

Indice utilisé	Identifiant INSEE
Indice de prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes	Identifiant : 010766503

La demande de révision de prix est présentée par le titulaire de l'accord-cadre, au plus tard 30 jours avant la date d'anniversaire de notification, au pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul issu des formules ci-dessus. À défaut, les prix initiaux sont maintenus pour une année supplémentaire.

6.5: Clause butoir

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation annuelle supérieure à 3 %, la révision des prix est plafonnée à 3 %.

6.6: Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'exécution des prestations (clause de sauvegarde, pénalités de retard, révision des prix) peut faire l'objet d'une négociation et être réévaluée au vu des éléments justificatifs apportés par le titulaire, d'un commun accord entre les parties à tout moment durant l'accord-cadre.

Toutes les évolutions financières sont constatées par avenant.

Article 7: Commandes

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande écrits et numérotés, générés par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique.

Le CPMi émet un bon de commande global prévisionnel par destination pour la durée souhaitée, sur la base d'une estimation chiffrée des prestations à réaliser. Chaque demande d'enlèvement référence alors le même bon de commande durant toute l'exécution du marché et la facturation est effectuée par référence à ce bon de commande.

Article 8: Délais d'exécution des prestations

L'exécution des prestations débute à la réception de la demande d'enlèvement par le titulaire. Les délais d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans la demande d'enlèvement également.

Les délais relatifs à l'ensemble des prestations sont exprimés en périodes calendaires (jours, semaines et mois) et sont fixés au maximum à :

- Lot 1 : 10 jours ;
- Lot 2 : 15 jours ;
- Lot 3 : 25 jours.

Tout dépassement de ces délais peut entraîner l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article 9 ci-dessous.

8.1: Prolongation des délais d'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG de référence, peut accorder une prolongation du délai de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- la demande écrite de prolongation de délai ait été faite dans les 15 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacle à la livraison dans le délai contractuel sont apparues ;
- la demande ne doit pas être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations.

Lorsqu'un retard d'exécution est imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par ailleurs, le délai de livraison peut également être suspendu ou prolongé dans les conditions prévues à l'article 21.5 du CCAG de référence.

Article 9: Pénalités

9.1: Généralités

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt des pénalités pour retard formulées au présent article du cahier des charges, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si la cause est le fait de l'acheteur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constituent des cas de retard :

- tout dépassement des délais contractuels ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'administration à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article 8.4 du présent cahier des charges.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la ou des factures suivantes.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

9.2: Modalités de calcul des pénalités

9.2.1: Pénalités de retard de livraison et à l'enlèvement

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, les pénalités suivantes :

- 20 % du montant hors TVA de la prestation, jusqu'à un jour de retard ;
- 30 % du montant hors TVA de la prestation pour 2 jours de retard à la livraison ;
- 50 % du montant hors TVA de la prestation à partir de 3 jours de retard à la livraison.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations.

9.2.2: Pertes et avaries

En cas de perte ou avarie, le titulaire applique les indemnités issues de l'article 13 du contrat type de commission de transport, annexé à l'article D.1432-3 du Code des transports.

Si le service de la police nationale a procédé à une déclaration de valeur, acceptée par le titulaire, le montant de celle-ci se substitue à ces plafonds d'indemnité.

9.2.3: Pénalités pour mauvaise qualité ou mauvaise exécution des prestations

Manquements	Pénalité forfaitaire
Absence de prise de rendez-vous pour enlèvement	50 € par rendez-vous non pris
Non-présentation pour enlèvement de marchandise	10 % du montant hors TVA de la prestation de transport correspondant, par manquement constaté (l'enlèvement non réalisé n'est pas facturable)

9.3: Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'exécution des prestations (clause de sauvegarde, pénalités de retard, révision des prix) peut faire l'objet d'une négociation et être réévaluée au vu des éléments justificatifs apportés par le titulaire, d'un commun accord entre les parties à tout moment durant l'accord-cadre.

Toutes les évolutions financières sont constatées par avenant.

Article 10: Règlement financier

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

10.1: Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le directeur de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

10.2: Contenu des factures

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euro. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut,...), les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire ;
- la mention « service exécutant » MI0PTF1075 (M I zéro P T F mille soixante-quinze) ;
- l'adresse de facturation : 6A7 – Ministère de l'Intérieur – SG/DEPAFI/CPFI – Place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08 ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- les références de l'accord-cadre (n° d'engagement juridique CHORUS indiqué dans le bon de commande composé de 10 chiffres) ;
- le numéro de commande débutant par 14... ;
- le numéro de dossier interne ;
- la quantité, la dénomination précise des prestations réalisées, les références et leur date de réalisation ;
- le montant hors TVA et TTC de chaque prestation réalisée ;
- le taux de TVA appliqué ;
- la domiciliation des paiements.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail de services Chorus Pro / facturation » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm à l'attention du « Destinataire État – SIRET 11000201100044 ».

10.3: Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global maximum de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de paiement. La demande de paiement doit intervenir après la livraison des prestations.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4: Monnaie

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

Article 11: Litiges

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

11.1: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou des litiges, qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre, relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

11.2: Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

11.3: Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS Cedex 04
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00
courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 12: Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier un accord-cadre avant son terme :

- dans le cas d'événements extérieurs au marché fixés à l'article 39 du CCAG de référence ;
- dans le cas d'événements liés au marché fixés à l'article 40 du CCAG de référence ;
- pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG de référence ;
- pour motif d'intérêt tel que stipulé à l'article 42 du CCAG de référence ;
- dans tous les autres cas prévus au présent document.

En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire, les prestations sont effectuées à ses frais et risques dans les conditions fixées par l'article 41 du CCAG de référence.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG/FCS.

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

Article 13: Dérogation aux documents généraux

Article du cahier des charges par lequel est introduite cette dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé
9.2.1	14

CLAUSES TECHNIQUES

Article 14: Description des prestations attendues

Les prestations comprennent notamment la gestion de projet, le pilotage en amont et en aval des opérations techniques, logistiques et administratives, la coordination des acteurs intervenants sur chaque opération, les réservations capacitaires, l'affrètement tous modes de transport (route, air, ...), la manutention, la logistique, le stockage, la gestion des autorisations (droits de trafic, droits de survol, ...), la gestion documentaire (autorisations, formalités douanières export/import/transit temporaire, documents de transport, ...) et toute prestation associée permettant l'atteinte du résultat.

Le titulaire peut être amené à expédier les marchandises par envoi complet ou par groupage.

Les prestations logistiques directement liées à l'organisation du transport comprennent :

- la prise de rendez-vous à l'enlèvement et à la livraison ;
- l'enlèvement, l'acheminement et la livraison de marchandises ;
- la gestion des formalités fiscales et douanières.

Le titulaire prend à sa charge :

- la gestion du projet ;
- le pilotage des opérations logistiques en amont et en aval avec la coordination des acteurs intermédiaires (techniques, logistiques, administratifs, assurances) ;
- les réservations capacitaires ;
- l'affrètement tous modes de transport ;
- la manutention, la logistique et le stockage ;
- la gestion des autorisations et des documents de transport et des formalités fiscales et douanières export/import/transit temporaire, bilan matières comptables... ;
- toute prestation associée permettant l'atteinte du résultat.

Conformément au besoin exprimé, le titulaire organise et gère le flux depuis le lieu d'enlèvement jusqu'au destinataire final.

En distinguant le contexte du transport national et international, les modalités de prise en charge sont précisées dans l'offre du titulaire qui assure, notamment :

- l'enlèvement des marchandises ;
- l'acheminement dans le respect des règles de l'art et la livraison dans les délais contractuels et horaires garantis (le cas échéant) ;
- la réalisation des formalités administratives et des procédures douanières ;
- la prise en charge de l'avance des frais de douane et autres frais et taxes connexes aux prestations ;
- la traçabilité (en ligne) des envois ;
- la remise en main propre et la signature d'un bon de livraison par le destinataire ;
- la fourniture ou mise à disposition d'une preuve de distribution ;
- la mise à disposition d'un numéro d'appel unique non surtaxé pour l'accompagnement commercial et opérationnel, ainsi que pour le traitement administratif (facturation, réclamation, ...) ;
- la mise à disposition d'un outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions le cas échéant.

14.1: Prestation courante

La prestation courante de transport comprend :

- l'enlèvement sur site ;
- l'acheminement des envois ;
- la livraison en main propre et la signature d'une preuve de distribution ;
- la gestion du bilan matières comptables ;

Un envoi peut être composé d'un ou plusieurs colis.

L'expédition est dite mono-colis lorsque qu'elle est composée d'un colis unique, ou plusieurs colis s'ils sont indissociables, composant une seule expédition et une seule référence (même destinataire, adresse, jours d'enlèvement et de livraison) ;

L'expédition est dite multi-colis lorsque qu'elle est composée de deux ou plusieurs colis, composant la même expédition (même destinataire, adresse, jours d'enlèvement et de livraison).

14.2: Prestations annexes

Les prestations annexes sont commandées en complément des prestations de transport. Elles sont formulées dans la demande d'enlèvement.

Les prestations annexes sont identifiées dans l'onglet 3 de l'annexe financière à l'acte d'engagement pour les 3 lots.

Les prestations annexes obligatoires, en France métropolitaine et dans les DROM-COM , sont listées ci-dessous :

- Charge carburant routier ;
- Charge carburant aérien ;
- Charge ou taxe ou redevance de sûreté ;
- Frais pour avance de frais de douanes, taxes et frais divers ;
- Assurance Ad valorem.

14.3: Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées depuis et vers :

- les Services de la Police Nationale de la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique, Mayotte, l'Île de la Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française ;
- le magasin central de la police nationale à Limoges ou son antenne sise au Chesnay.

Article 15: Modalités d'exécution**15.1: Demande d'enlèvement**

La demande d'enlèvement est saisie par l'expéditeur et transmise au titulaire par courrier électronique.

Elle comprend a minima les éléments suivants :

- la désignation du service de la police nationale et ses coordonnées ;
- l'adresse géographique du site de ramassage ;
- la désignation du destinataire et ses coordonnées ;
- l'adresse géographique du point de livraison ;
- le numéro de suivi interne ;
- le numéro d'engagement CHORUS ;
- la désignation et quantité des prestations ;
- toutes caractéristiques de la marchandise (nature, volume, dimensions, poids, valeur en € hors taxes et montant de la cotation sur la base du BPU) ;
- le délai de livraison maximum ;
- le numéro de série ;
- les particularités éventuelles d'accès aux sites.

Le titulaire accuse réception de la demande d'enlèvement par tout moyen permettant de conférer date certaine de la réception de la commande à :

- l'adresse mail de l'expéditeur
- eclpn-achats@interieur.gouv.fr
- mcpn-app-mesure@interieur.gouv.fr

À défaut c'est la date de transmission qui fait courir le délai de prise en charge de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG de référence, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une demande d'enlèvement qui lui est notifiée appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'expéditeur à l'origine de la demande d'enlèvement concernée dans un délai de quinze jours à compter de sa date de réception, sous peine de forclusion.

15.2: Modification ou annulation de la demande d'enlèvement

Une demande d'enlèvement, peut être modifiée ou annulée par le service de la police nationale, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant de donner date certaine, dans les conditions suivantes :

- si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation en dehors du délai admis, les frais en découlant peuvent être mis à la charge du titulaire, le cas échéant les pénalités prévues à l'article 9 s'appliquent ;
- si l'annulation est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, sans motif imputable au titulaire, les frais en découlant sont à la charge du pouvoir adjudicateur. Le titulaire remet une demande de paiement à ce dernier précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée dans les conditions définies à l'article 11 du CCAG/FCS.

La modification ou l'annulation de la demande d'enlèvement par le service de la police nationale prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

Le délai, pendant lequel la demande d'enlèvement peut être modifiée ou annulée sans frais, est indiqué dans l'offre du titulaire.

15.3: Enlèvement15.3.1: Sites d'enlèvement

Les sites d'enlèvement, précisés sur la demande d'enlèvement, sont :

N° de lot	sites d'enlèvement
1	<ul style="list-style-type: none"> SATPN.971 LOGISTIQUE GUADELOUPE – Hôtel de Police - Allée Maurice Micaux - 97100 BASSE-TERRE SATPN.973 LOGISTIQUE GUYANE – 9 avenue Gustave Charlery - 97305 CAYENNE SATPN.972 LOGISTIQUE MARTINIQUE - Quartier Gerbault – Bat. 31 – route de la Folie - 97200 FORT DE FRANCE MCPN – 1 rue Faraday – 87000 LIMOGES ANTENNE DU MCPN – 168 rue de Versailles – 78150 LE CHESNAY
2	<ul style="list-style-type: none"> SGAP.974 LOGISTIQUE REUNION - 5 rue de Malartic, - 97400 SAINT DENIS DE LA REUNION MCPN – 1 rue Faraday – 87000 LIMOGES ANTENNE DU MCPN – 168 rue de Versailles – 78150 LE CHESNAY
3	<ul style="list-style-type: none"> DTPN.988 SECTION IMPORT-EXPORT NOUVELLE CALÉDONIE – 360 rue Jacques Iekawe – Caserne Bailly de Gendarmerie Nationale - 98800 NOUMÉA SGAP.987 SECTION LOGISTIQUE POLYNÉSIE FRANÇAISE - Route de Faïere Ste Amélie - 98713 PAPEETE, TAHITI MCPN – 1 rue Faraday – 87000 LIMOGES ANTENNE DU MCPN – 168 rue de Versailles – 78150 LE CHESNAY

Si l'accès d'un des sites d'expédition régulier est modifié, le titulaire en sera informé par tout moyen, dans un délai de quinze (15) jours avant la modification ou la fermeture du site.

L'enlèvement peut être effectué sur un autre site que celui habituellement défini.

15.3.2: Bordereau d'enlèvement

À chaque enlèvement, un bordereau d'enlèvement est signé et présente les informations ci-dessous :

- la désignation et la quantité des marchandises ;
- la date et heure de l'enlèvement ;
- le nom et le visa du représentant du titulaire qui a procédé à l'enlèvement ;
- le nom et le visa du service de la police nationale qui atteste de la prise en charge des colis.

Si le bordereau d'enlèvement est signé électroniquement par le titulaire et le service de la police nationale, une copie de la preuve d'enlèvement est soit disponible sur le compte client, soit envoyée à l'adresse électronique du service de la police nationale à sa demande.

Si le bordereau d'enlèvement est signé sous format papier par le titulaire et le service de la police nationale, l'original du bordereau est conservé par le service de la police nationale.

15.3.3: Modalités d'enlèvement

Le titulaire adapte ses moyens à la quantité, au volume et au conditionnement figurant sur la demande d'enlèvement.

Lors de l'enlèvement ou au plus tard à l'arrivée dans ses locaux, le titulaire peut refuser la prise en charge d'un ou plusieurs colis lorsqu'il considère que la qualité de l'emballage, de l'étiquetage ou du conditionnement, ne lui permet pas de garantir le résultat de la prestation ou l'intégrité de la marchandise au cours des manutentions et acheminements successifs.

Article 16: Livraison

16.1: Bordereau de livraison

Un bordereau de livraison est signé à la livraison et présente les informations ci-dessous :

- les coordonnées du point de livraison ;
- la désignation et la quantité des marchandises ;
- la date et heure de la livraison ;
- le visa du représentant du titulaire qui a procédé à la livraison ;
- le nom et le visa du destinataire qui atteste de la réception.

Le bordereau de livraison est dématérialisé et transmis par mail à eclpn-achats@interieur.gouv.fr et mcpn-app-mesure@interieur.gouv.fr.

16.2: Modalités de livraison

La livraison est réalisée à l'adresse du destinataire telle qu'indiquée sur la demande d'enlèvement. Elle est réalisée en main propre auprès du destinataire ou de son représentant, identifié par l'expéditeur, contre sa signature.

16.3: Modalités de livraison en France métropolitaine

Hors cas exceptionnel, la prestation s'entend livraison jusqu'au client final rendu EXW (Ex-Works).

16.4: Modalités de livraison hors France métropolitaine

Hors cas exceptionnel, la prestation s'entend livraison jusqu'au client final rendu CIP (Carriage Insurance Paid).

16.5: Points de livraison

Les points de livraison sont désignés par les services de la police nationale. Les points de livraison sont entendus comme les quais de livraison, les zones de manutention dédiées ou encore les zones d'accueil des sites.

16.6: Vérifications

Les opérations de vérification s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Article 17: Traçabilité

Le suivi des expéditions de l'enlèvement jusqu'à la livraison au destinataire est rendu possible grâce à l'outil proposé par le titulaire. Le destinataire doit être informé du suivi de l'expédition étape par étape.

L'actualisation des informations est effectuée dans un délai inférieur à 12H. Cette indication est précisée par le titulaire dans son offre.

Les informations permettent a minima au destinataire :

- de suivre une expédition par date/numéro et de connaître de son état (dernier point de scanage, en instance, en dépôt restant ...) ;
- de visualiser l'émargement du destinataire de la livraison ;
- de contrôler les délais d'acheminement.

Article 18: Gestion des incidents

Le titulaire s'engage à prévenir de manière écrite le destinataire dès la survenance d'un incident ou d'un retard lors de la prestation.

De manière générale, un plan de continuité de l'activité est établi par le titulaire pour pallier toute difficulté d'ordre interne et externe et garantir l'exécution des prestations.

En cas de retard ou d'incident intervenant dans la gestion de l'expédition (dans les locaux du titulaire, sur le trajet, ...), le titulaire active un dispositif de secours pour notamment rechercher et protéger les marchandises. Le titulaire informe l'expéditeur par tout moyen et sans délai.

L'organisation mise en place pour pallier les dysfonctionnements liés aux incidents d'acheminement est détaillée dans le mémoire technique du titulaire.